

Deux mille enfants à la rue en France : “Tous les soirs, au 115, on refoule des enfants”

Dans la nuit du 21 août, près de deux mille enfants ont dormi dehors en France. Un quart d’entre eux ont moins de 3 ans, selon un baromètre publié par l’Unicef et la Fédération des acteurs de la solidarité. Un chiffre en nette augmentation.

Une enfance sans toit. Il est des chiffres qu’on préférerait ne pas connaître. Des réalités qui sont plus douloureuses qu’on ne voulait bien l’imaginer. Selon le 5^e baromètre « Enfants à la rue », publié ce mercredi 30 août par l’Unicef et la Fédération des acteurs de la solidarité, 1 990 enfants, dont 480 âgés de moins de 3 ans, étaient laissés sans solution d’hébergement la nuit du 21 au 22 août dernier. À la rue. Un chiffre établi dans toute la France grâce aux appels passés au Samu social cette nuit-là. Les associations déplorent « *une augmentation de 20 % par rapport à l’année dernière* », et la promesse de ne « *plus avoir aucun enfant à la rue* » – exprimée en novembre 2022 par Olivier Klein, alors ministre délégué au Logement – « *toujours non tenue* », ou du moins « *pas durablement* ».

Des chiffres inquiétants, et qui pourtant ne sont que parcellaires. De nombreuses familles n’ont « *pas ou plus* » recours au 115, d’autres vivent dans des squats ou des bidonvilles et les hébergements d’urgence – qui n’ont d’urgence que le nom tant ils sont souvent tristement pérennes – sont la plupart du temps des chambres d’hôtels, où la vie de famille est impossible. Autant de situations contraires aux droits fondamentaux des enfants, nous explique Manuel Domergue, le directeur des études de la Fondation Abbé Pierre.

Que vous montrent ces chiffres ?

Une augmentation d’année en année, voire de mois en mois, des personnes qui appellent, en vain, le 115 (le Samu social). L’engorgement est tellement fort que même pour des publics ultra prioritaires, ou qui l’étaient encore il y a quelques années, il n’y a plus de places. Or certains sont avec des enfants de moins de 3 ans ! Si eux ne sont pas prioritaires, qui peut l’être ? Ces personnes risquent de passer des semaines, des mois à la rue, et d’en mourir. C’est l’issue, assez souvent, hélas, à la rue, comme le montrent les chiffres du collectif Les Morts de la rue.

Cela montre aussi une forme d’indifférence ou d’insensibilité à une réalité que la société a fini par accepter. Des lignes rouges sont franchies régulièrement, lignes qui auparavant auraient semblé, soit très exceptionnelles, soit insupportables. Or on ne parle pas là de quelques exceptions : le problème est quotidien, tous les soirs au 115, on refoule des enfants. Ce n’est pas qu’en Île-de-France, une des zones les plus tendues, c’est aussi dans des régions qui le sont un peu moins, comme en Auvergne-Rhône-Alpes.

Mais le plus inquiétant, c’est qu’il y a quand même une action de la part du gouvernement : on a augmenté régulièrement le nombre de places d’hébergement depuis quinze ans, et très fortement en 2020 pendant la crise du Covid, avec la création de 40 000 places supplémentaires. Malgré cela, on n’arrive pas à absorber ce flux de personnes dans le besoin. Preuve que le système normal d’accès au logement est totalement en panne, pour un tas de publics en difficulté, au premier rang desquels les personnes sans emploi, ayant des problèmes de titre de séjour, ou des troubles psychiatriques... Elles se retrouvent face à un mur.

Dans le rapport, vous critiquez justement ces décisions politiques qui semblent n'avoir rien de durable.

Cela fait des années que les différents ministres du Logement affirment la fin de la politique au thermomètre. Mais force est de constater qu'il y a une saisonnalité des sans-abri, comme des fermetures et des ouvertures de places. Au moment de Noël, avec le froid et les fêtes de fin d'année, on ouvre en catastrophe des places, qui parfois n'en sont même pas, dans des locaux abandonnés ou des gymnases, et qui ne sont donc pas durables. Puis, quand vient l'été, il y a un relâchement de l'effort public. Cet été encore, des ordres ont été envoyés dans toutes les préfectures pour fermer des places d'hébergement dans les hôtels et remettre des familles avec enfants dans la rue. Cette gestion budgétaire est non seulement indigne, mais illégale. La loi prévoit un accès à l'hébergement inconditionnel et un maintien tant qu'il n'y a pas de solution de relogement. L'État s'assoit ouvertement sur la loi.

D'autant que, on le sait, la situation n'est pas moins dangereuse en été pour ces familles à la rue. Exactement. La saisonnalité est uniquement celle de l'émotion publique par rapport aux sans-abri. Quand il fait froid, tout le monde y pense... Mais en réalité, il y a des morts à toutes les saisons. En été, les canicules sont subies douloureusement par les personnes sans logement.

Quelles sont les conséquences pour un enfant de vivre dans la rue ?

C'est une expérience terrible, traumatisante. Pour les enfants, comme pour leurs parents, il s'agit d'une crainte physique permanente. Où passer la nuit sans se faire agresser ? Sans mourir de froid ou de chaud ? On passe des nuits très dures. Les enfants sont extrêmement exposés et, régulièrement, certains, en bas âge, meurent dehors ou dans des incendies de bidonvilles. En outre, la rue est un endroit où on attrape des maladies, où l'on subit des violences. C'est aussi l'errance, et donc l'impossibilité d'un suivi scolaire, médical ou social. Il en découle une perte de confiance envers les institutions et les autorités, qui ont échoué à trouver une solution minimale.

S'ajoute une discrimination forte. Des préfets ont demandé récemment la remise à la rue de familles, parce qu'elles étaient sans papiers. On assigne à des enfants, y compris parfois en très bas âge, un statut administratif, alors que dans la protection de l'enfance, un enfant est un enfant. Le droit à l'hébergement s'applique à tout le monde... Les principes sur lesquels repose notre société sont bafoués, y compris les droits fondamentaux des enfants, qui devraient être les plus sacrés des droits. C'est extrêmement choquant.

Quelles sont vos préconisations à travers ce 5^e baromètre ?

En urgence, nous demandons l'arrêt des fermetures de places d'hébergement. Agir comme cela, pour des raisons budgétaires, est criminel. On parle de quelques millions d'euros, la France peut se le payer. On aura sans doute besoin, dans les mois et les années qui viennent, de continuer à augmenter les places d'hébergement. Mais ce qu'il faut surtout, c'est une politique du logement qui soit réellement destinée aux plus défavorisés, et donc construire des logements très sociaux, en débloquant les financements publics – qui ont été largement coupés depuis 2017. Il est également urgent d'attribuer les logements sociaux – on en attribue 450 000 par an, pour le bénéfice d'un million de personnes – aux familles qui sont à la rue. Elles doivent être la priorité.